



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT BENOIT MECANIQUE

849 impasse d'Athenes
82000 Montauban

Références : S 2025-0088
Code AIOT : 0003704322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement SAINT BENOIT MECANIQUE implanté 849 impasse d'Athenes 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au signalement par l'exploitant d'un départ de feu survenu le mardi 10 décembre 2024 au niveau du caisson supérieur du four de cuisson de l'installation de peinture poudre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT BENOIT MECANIQUE
- 849 impasse d'Athenes 82000 Montauban
- Code AIOT : 0003704322
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint Benoît Mécanique (SBM) exploite sur le territoire de la commune de Montauban dans la zone d'activité Albasud II, un établissement spécialisé dans la production de pièces métalliques.

Celles-ci sont ensuite assemblées dans l'usine voisine MAF AGROBOTIC.

L'établissement est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au titre de ses activités de traitement de surface des métaux par décapage/passivation, de l'utilisation de substances liquides de toxicité aiguë de catégorie 1, et de ses activités d'application de peinture et de travail mécanique des métaux.

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation daté du 10 mars 2023 et est soumis à la directive Directive Européenne IED (Industriel Emission Directive) sur les émissions industrielles.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'incident s'est limité à la combustion d'isolant au niveau du four de peinture, et qu'il n'a pas impliqué de matières dangereuses.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les incidents ou accidents doivent être signalés à l'inspection dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

L'inspection a été avertie par courriel daté du 24 janvier 2025 d'un incident survenu le 10 décembre 2024, et ayant entraîné l'intervention des pompiers et des services de police.

L'exploitant a joint à son courriel un rapport d'incident, qui détaille les circonstances et les causes de l'incident ainsi que les mesures prises pour éviter que l'événement ne se reproduise.

Ce rapport indique que l'incident a eu lieu au niveau du four de cuisson de l'installation de peinture poudre, pendant le cycle de cuisson d'un lot de pièces.

Un choc s'est produit au niveau du caisson de l'échangeur d'air chaud avec le brûleur, provoquant la déformation d'une tôle. De la fumée s'est dégagée de cette ouverture, provoquant le déclenchement de l'alarme incendie, l'alerte des pompiers, l'évacuation du personnel, et la coupure d'alimentation du four et de l'arrivée du gaz.

L'exploitant a déclenché manuellement l'ouverture des dispositifs de désenfumage de l'atelier. Le dégagement de fumée s'est arrêté de lui même au bout d'une heure sans besoin d'arrosage de la part des pompiers. L'exploitant précise qu'aucune matière dangereuse ou polluante n'a été impliquée.

L'exploitant identifie que le choc dans la chambre d'échangeur d'air est dû à un échauffement au-delà des limites de la température prévue dans la chambre.

L'origine de cet échauffement est la rupture d'une courroie d'entraînement de la ventilation permettant la circulation d'air dans cette chambre et dans le four. L'air ne circulant plus ou mal, la température s'est anormalement élevée, provoquant la rupture d'une paroi de la chambre et le début de combustion du pare-vapeur de l'isolant intégré dans les parois de la chambre.

Un capteur de température devait permettre de détecter ce type de dysfonctionnement et couper automatiquement la chauffe du four, et signaler un défaut.

Après démontage et expertise, l'exploitant a constaté:

- que le capteur de température n'était pas positionné au bon endroit,
- que le pare-vapeur qui a été consommé a été installé par erreur, et n'aurait pas du être présent dans ce type d'équipement
- que les courroies du système de ventilation interne doivent être remplacées tous les ans, ce qu'il n'avait pas identifié.

L'exploitant a procédé aux améliorations suivantes, lors du remontage du système :

- repositionnement correct et test du capteur de température limite,
- remplacement de l'isolant par de la laine de verre sans pare-vapeur
- intégration dans les maintenances périodiques du remplacement annuel des courroies du système de ventilation interne.

L'inspection constate l'absence de dégâts autres que sur le four de cuisson.

L'inspection constate que le délai de signalement de l'incident est de 45 jours. L'inspection rappelle à l'exploitant que les incidents doivent être déclarés dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite